Aux élections générales en Allemagne, votez pour Die Linke !, mais...

mercredi 6 septembre 2017, par ISO (Allemagne) (Date de rédaction antérieure : 13 août 2017).

Le 24 septembre, il y aura une fois de plus des élections, pour le Bundestag. Avons nous uniquement la possibilité de choisir « quels assassins nous donneront des ordres, quels voleurs nous feront les poches », comme le chante TonSteineScherben [1] ?

Si voter servait à quelque chose, est-ce que ce ne serait pas interdit ? N''est-ce d'ailleurs pas déjà arrivé ? Sur quels critères quelqu'un qui se réclame de la gauche [2] peut-il savoir s'il doit « faire sa petite croix », et si oui, sur quel bulletin ?

En fait il faut partir du plus évident : Qu'y a-t-il dans le **programme** d'un parti ?

A la mi-juin s'est tenu le congrès d'élaboration programmatique de Die Linke. Il y a bien quelques curiosités à en retenir. Par exemple la décision de ne plus réclamer l'abolition du Concordat établi avec les deux principaux cultes chrétiens. Cela ne va pas vraiment inciter celles et ceux qui se battent pour la séparation des Eglises et de l'Etat à voter pour Die Linke.

Mais sinon dans ce programme de plus de cent pages, il y a plein de bonnes et justes revendications. Malheureusement on reste dans le flou : comment imposer toutes ces belles revendications, et plus important encore, qui va le faire ? Peut-être la fameuse « société civile » ? En juillet, le sommet des organisations civiles internationales (C 20), a tout jute été capable de passer de la pommade à madame Merkel en ces termes : « Le gouvernement fédéral prête une oreille attentive aux demandes de la société civile ». Ou bien peut-être quand même la bonne vieille « classe ouvrière » ? Les prises de position de certain-e-s dirigeant-e-s de Die Linke donnent pourtant l'impression que toute chose qui ressemblerait à des « classes » aurait disparu.

Ou suffirait-il donc que « les nôtres », dans les parlements et les gouvernements, fassent une politique habile… ?

Beaucoup ont tendance à donner trop d'importance aux programmes (électoraux). Celui qui caractérise un parti en se référant d'abord à son programme peut assez vite se tromper sérieusement. Il en a toujours été ainsi.

Le programme de Gotha du SAPD (Parti ouvriersocialiste d'Allemagne, tel était le nom de la social-démocratie en ce temps là) de 1875 était mauvais, et pourtant à l'époque le parti d'August Bebel était une véritable organisation de lutte de classes. 16 ans plus tard le programme d'Erfurt était meilleur, plus « marxiste », et pourtant le SPD était déjà pleinement engagé sur la voie de « l'union sacrée » avec les dominants.

Est-ce que la **composition sociale** des adhérents ou des électeurs d'un parti en dit plus sur lui ?

Evidemment, un « parti ouvrier », c'est mieux qu'un « parti des pharmaciens ». Mais il ne faut pas donner trop d'importance à ce critère. Actuellement en France le Front national de Marine Le Pen est, du moins parmi les électeurs, le premier « parti ouvrier ». Et Rüttgers avait hélas raison d'affirmer après sa victoire électorale en 2005 que la CDU était le « nouveau parti ouvrier » en

Rhénanie du Nord-Westphalie.

A l'inverse, lors des dernières élections provinciales en Mecklembourg-Poméranie antérieure, il ne s'est plus trouvé que 9% des ouvriers d'industrie à voter pour Die Linke.

D'autre, nombreux aussi, disent que le programme ce n'est qu'une écorce vide – ce qui compte, c'est **l'action (gouvernementale)**. Là le tableau est particulièrement sombre. Presque tous les haut-placés de presque tous les partis de gauche de presque tous les temps se sont assis sur les principes de leur parti quand on est passé aux choses sérieuses : le pouvoir, le fric et les privilèges.

Un exemple particulièrement révoltant et accablant en a été donné une semaine seulement avant le congrès programmatique de Die Linke par ses représentant(e)s au Bundesrat des Länder de Berlin, du Brandebourg et de Thuringe (où ils sont au gouvernement ou bien le dirigent). Ils y ont voté pour un changement de la loi constitutionnelle qui ouvre grand la porte à la privatisation des autoroutes allemandes (entre autres).

Un vrai désastre – car à une échelle très large, Die Linke est associé avant tout à trois axes : *pas de régression sociale + pas de privatisations + pas de participation allemande à des guerres.*

Un pilier essentiel de l'identité politique, un de ceux qui différencient Die Linke de tous les autres, a été ainsi gravement détérioré.

Pire encore : la veille au Bundestag, des députés de Die Linke tenaient des discours enflammés contre les privatisations, et le groupe parlementaire unanime votait contre.
Aux yeux des gens (du moins de ceux qui s'intéressent encore à la politique) Die Linke s'est déshonorée comme tous les autres partis de ce brouet unanimiste noir-rouge-vert-jaune. Le dimanche on prêche contre et le lundi on vote pour.

L'ISO se bat aux côtés d'autres forces vraiment anti-capitalistes au sein de Die Linke pour que le programme et les principes fondateurs du parti soient respectés par tout le monde – et donc aussi par les parlementaires et les ministres.

Mais peut-être qu'il n'y a là que du raisonnement à court terme, prisonnier de la politique au jour le jour, alors que se manifeste en fait le **caractère** fondamental d'un parti ?

L'ISO se considère comme une organisation révolutionnaire. Nous voulons contribuer à renverser le capitalisme et l'Etat de classe bourgeois. Ce n'est pas ce que veut Die Linke selon ses propres déclarations – mais ce ne devrait pas être une raison pour ne pas voter pour lui.

Die Linke cherche à rendre le capitalisme plus supportable et à revenir sur les « réformes » néo-libérales brutales de ces 30 à40 dernières années. Les marxistes critiquent cela, non pas parce qu'ils ne trouveraient pas cela positif, mais parce qu'ils pensent que cette stratégie a peu de chances de succès.

Il n'y aura pas de retour à l'époque « dorée » de la social-démocratie des années 1970. Le compromis entre les classes d'autrefois ne fut pas dénoncé par « ceux d'en bas », mais par « ceux d'en haut », par des dirigeants « sociaux-démocrates » comme Schröder et Blair. Par ailleurs nous vivons en des temps « non révolutionnaires », et ce serait donc quasiment un miracle politique que Die Linke soit révolutionnaire « comme il faut ».

Pour des petits groupes comme nous, un peu de modestie va bien au teint. Ce n'est pas l'ISO mais Die Linke qui obtient jusqu'à 10% dans les sondages.

Nous sommes évidemment toujours et partout contre le credo néo-libéral « TINA » (*There is no alternative* - il n'y a pas d'alternative). Il nous faut donc, au moment de nous décider, jeter un œil sur les autres votes anticapitalistes possibles. DKP, MLPD et PSG [3] atteignent à peine au seuil où l'électeur perçoit leur existence, autour de 0,1%. Ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas appeler à voter pour eux. Ce qui nous sépare de ces partis, ce sont des divergences de fond. Ce type de candidatures ne permet ni au mouvement ouvrier ni à la gauche en Allemagne d'avancer d'un millimètre.

Et pourquoi pas le vote nul, ou le boycott ?

Dans certaines situations historiques, cela peut être un moyen adapté d'exprimer sa protestation contre l'ordre établi. Dans les conditions actuelles les bulletins nuls seront considérés par les médias bourgeois comme relevant du "ras-le-bol de la politique" généralisé et donc mis au compte des populistes de droite.

Nous en arrivons à une particularité de cette élection au Bundestag et à une raison importante de voter pour Die Linke le 24 septembre : la montée de l'AfD.

Quelle plaisanterie saumâtre : cette formation anti-ouvrière, anti-syndicale, pro-capitaliste, au néolibéralisme agressif pour compléter le tableau, serait le « parti qui porterait la contestation » des exploité-e- s et des exclu-e-s. *Montrons que la contestation de ce système qui n'a que mépris pour les êtres humains vient de la gauche et pas de la droite !*

Sur le plan électoral, ce n'est possible que si Die Linke a le plus de députés possible au prochain Bundestag – En conséquence : voter Linke, c'est un carton rouge pour l'AfD et aussi pour les autres partis néo-libéraux, CDU/CSU, SPD, Grünen et FDP !

Naturellement, un vote de gauche n'a pas seulement à être « utile », il doit aussi autant que possible permettre à chacun-e d'exprimer ses positions fondamentales. Le scandale des autoroutes précédemment évoqué montre encore une fois quel est le problème essentiel pour Die Linke : c'est en fait « deux partis en un". A l'est c'est surtout le parti de ceux qui »y sont arrivés« , qui ont trouvé leur place dans l'Allemagne capitaliste réunifiée. Dès qu'ils sont au gouvernement, ils prennent leur part sans scrupules dans les restrictions sociales et les privatisations, et on peut à peine les différencier des partis bourgeois normaux. De là l'indifférence, et même souvent la haine déclarée que leur témoignent celles et ceux qui font avec les bas salaires et les allocations Hartz. A l'ouest Die Linke est surtout une formation réformiste de gauche honnête (ce n'est pas peu par les temps qui courent). Dans certains Länder, il y a une aile clairement anticapitaliste influente (comme en Rhénanie du Nord-Westphalie). Là Die Linke est à juste titre considéré comme un défenseur des salarié-e-s et des »précaires".

Alors, on fait quoi maintenant ? Les doutes sur la capacité de Die Linke à tenir sur ses positions s'il s'engage dans des coalitions gouvernementales (ce qui ne peut être exclu ni dans des Länder de l'ouest, ni au plan fédéral), sont plus que justifiés.

Quand on considère l'offre politique globale, il faut retenir ce qui n'est présent nulle part ailleurs : il n'y a en Allemagne aucun autre parti (tout au moins aucun qui ait une chance d'avoir des députés) qui réclame la suppression de la loi Hartz IV ainsi que de l'appareil de répression et le droit à un revenu minimum de 1050€ sans conditions.

Irréaliste ? C'est ce que nous pensions il y a quelques années quand on parlait de salaire minimum. Le simple fait que Die Linke soit représenté au Parlement a contribué à ce que ce soit maintenant une réalité.

Pour ces élections fédérales, l'ISO appelle donc aussi et particulièrement celles et ceux qui supportent le moins sa focalisation sur les institutions parlementaires (à l'est et à l'ouest) à voter pour Die Linke. Il est temps pour la gauche radicale en Allemagne d'être honnête avec elle-même.

Car enfin, nous ne connaissons personne, quelque soit la virulence de ses critiques, qui le soir du vote, assis devant sa télé, se mette à sauter de joie dans son fauteuil à l'annonce de sales résultats pour Die Linke et courre à la cuisine pour ouvrir une bouteille de champagne.

En d'autres termes, une défaite de Die Linke serait aussi une défaite pour toute la gauche, pour toute la classe ouvrière allemande et pour les mouvements sociaux.

Il est rare que les élections aux parlements bourgeois fonctionnent comme des concerts où c'est le public qui choisit le programme. Pour qui habite à l'Est, pour qui a l'estomac qui se retourne rien qu'à imaginer ce que la participation à des gouvernements régionaux va entraîner comme adaptation à la marche des affaires, il s'agit de se poser aussi honnêtement que possible la question de savoir si par exemple un échec de Die Linke devant le seuil des 5% de voix serait une bonne ou une mauvaise chose pour les conditions de travail et de lutte de la gauche dans son ensemble, des mouvements sociaux, des syndicats.

En conséquence : une croix pour Die Linke, mais surtout, ne pas donner sa propre voix pour de vrai, car il faudra la faire entendre !

Les ternes et gris « maîtres des sommets » [4] savent qu'ils n'ont rien à craindre de quelques secrétaires d'Etat et ministres de gauche, ces messieurs-dames ne commencent à s'agiter dans leurs fracs que lorsque nous commençons à prendre nous-mêmes nos affaires en main. Agissons par nous-mêmes, organisons-nous nous mêmes dans les entreprises, les lycées, les facs, les quartiers… Ce n'est que si nous arrivons à ce que si ça bouge vraiment sur ces terrains que les choses commenceront vraiment à changer dans le pays.

Internationale Sozialistische Organisation (ISO)

http://intersoz.org
https://www.facebook.com/intersoz.org
iso intersoz.org

P.-S.

* Traduction et notes de Gérard Torquet et Pierre Vandevoorde.

Notes

[1] Groupe de rock alternatif des années 70-80, toujours apprécié

[2] C'est à dire de la « gauche radicale ».

[3] Le DKP est ce qui reste de l'ancien parti pro-RDA de l'ouest, le MLPD un parti mao-stalinien avec une petite présence dans de grosses entreprises, le PSG un micro-groupe trotskiste sectaire

[4] Allusion à la rencontre des puissants au récent sommet du G20 à Hambourg.